

Médiapart - Les millions russes d'Alexandre Benalla

11 février 2019 Par [Fabrice Arfi](#), [Antton Rouget](#) et [Marine Turchi](#)

Une nouvelle enquête de Mediapart permet aujourd'hui d'affirmer, preuves à l'appui, qu'Alexandre Benalla a bien été l'architecte, depuis l'Élysée, d'un contrat sécuritaire avec un proche de Poutine, soupçonné de liens mafieux. L'ancien conseiller de Macron a également fait affaire, en décembre dernier, avec un second oligarque russe. Au total, ces contrats s'élèvent à 2,2 millions d'euros. Une partie des fonds a été perçue par Benalla au Maroc.

- Le ministre de l'intérieur ne voit pas où est le problème. Christophe Castaner a tenté de déminer, dimanche 10 février, les révélations de Mediapart sur le volet russe du scandale Benalla, désormais au cœur d'une enquête pour « *corruption* » ouverte par le parquet national financier. « *Pas une affaire d'État* » mais une « *affaire de cornecul* », a raillé le « premier flic de France », qui voyait déjà l'été dernier en Alexandre Benalla un simple... bagagiste.

Sibeth Ndiaye, la conseillère communication de l'Élysée, Alexandre Benalla et Emmanuel Macron, le 12 avril 2018. © Reuters (Benalla et Macron)

De fait, l'ancien adjoint au chef de cabinet d'Emmanuel Macron, qui met depuis des semaines en panique plusieurs services de l'État, a caché beaucoup de secrets dans ses valises. Mediapart publie aujourd'hui les résultats d'une nouvelle enquête, basée sur de nombreux témoignages et documents inédits, qui donnent une nouvelle ampleur à l'affaire du contrat russe.

- Alors qu'il travaillait à l'Élysée, où il était habilité « secret défense », Alexandre Benalla a personnellement négocié de bout en bout un contrat de sécurité de 294 000 euros avec un oligarque proche de Vladimir Poutine, confirme à Mediapart l'ancien policier Jean-

Maurice Bernard, dont la société Velours a été sous-traitante du marché. Les négociations, commencées début 2018, se sont tenues dans un café proche de l'Élysée mais aussi dans les locaux du parti présidentiel, La République en marche (LREM).

- Depuis qu'il a été licencié de la présidence à la suite de la révélation de l'affaire des violences du 1er Mai, Alexandre Benalla anime en sous-main une société baptisée France Close Protection, qui a récupéré en octobre dernier le contrat de l'oligarque Iskander Makhmudov, soupçonné de liens avec la mafia. Montant total de ce nouveau contrat : 980 000 euros. Au moins 300 000 euros ont été versés depuis une société à Monaco.
- Pendant qu'il faisait le tour du monde avec ses passeports diplomatiques, Alexandre Benalla a par ailleurs signé en décembre 2018 un second contrat de sécurité avec un autre oligarque russe proche de Poutine, Farkhad Akhmedov, d'un montant total de 980 000 euros. Plus de 350 000 euros ont d'abord été versés en France. La somme a ensuite été récupérée à l'euro près par Alexandre Benalla au Maroc.

Au total, les deux contrats russes négociés par l'ancien collaborateur du chef de l'État français, avant et après son départ de l'Élysée, s'élèvent donc à 2,2 millions d'euros.

Depuis les premières révélations de Mediapart mi-décembre sur le contrat russe, la présidence de la République continue, à l'instar du ministre de l'intérieur, de faire l'autruche.

Alexandre Benalla passant la soirée au Lotus, à Marrakech, vendredi 8 février 2019. © Document Mediapart (Benalla à marrakech)

En revanche, sur impulsion de Matignon, le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « *atteinte à la vie privée* », dont personne ne se plaint pourtant dans cette affaire. Le premier acte du procureur de Paris, Rémy Heitz, a été d'envoyer deux magistrats et trois policiers, dont un commissaire de la brigade criminelle, perquisitionner

Mediapart et, ainsi, de mettre en danger les sources d'un journal. Cette tentative de perquisition a été unanimement dénoncée comme une atteinte à la liberté d'informer.

Pendant ce temps-là, Alexandre Benalla a pu rejoindre l'étranger sans encombre, où il coule des jours paisibles, en dépit des révélations de Mediapart sur la violation de son contrôle judiciaire, ses parjures devant le Sénat et ses mensonges sur le contrat russe. L'ancien collaborateur de Macron a notamment été vu, en fin de semaine dernière, dans un cabaret de Marrakech, le Lotus Club, où il a pris du bon temps, comme en témoigne une photo obtenue par Mediapart

Révélation sur une affaire qui réunit désormais tous les ingrédients du scandale d'État.

I. Les secrets d'une négociation depuis l'Élysée

C'est un courrier dont les dirigeants de la société de sécurité Velours n'ont pas immédiatement compris le sens. Début 2018, les patrons de Velours reçoivent une carte de vœux inattendue. Expéditeur : la présidence de la République, ou plutôt l'un de ses collaborateurs, Alexandre Benalla. La lettre les étonne, Benalla ne travaillant plus pour Velours depuis 2015.

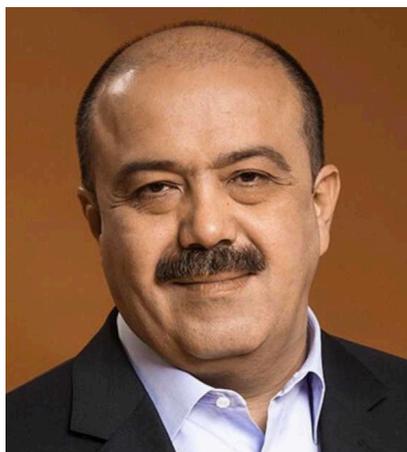
Quelques semaines plus tard, l'adjoint du chef de cabinet d'Emmanuel Macron appelle Jean-Maurice Bernard, le patron de Velours, un ancien policier de l'anti-gang, pour lui soumettre un possible marché avec « *un ami* ». Une réunion est organisée, mi-mars, au Damas Café, un bar à chicha à deux pas de l'Élysée, dont Benalla a fait son quartier général.

Alors collaborateur du chef de l'État, Alexandre Benalla se présente au rendez-vous accompagné du gendarme Vincent Crase, qui travaille lui aussi à l'Élysée (comme réserviste du commandement militaire) et assure la sécurité de La République en marche, le parti présidentiel. L'objet du rendez-vous est dévoilé : il s'agit d'assurer la protection

d'une riche famille étrangère qui a des attaches en France. En l'occurrence celle d'Iskander Makhmudov, un oligarque russe proche de Vladimir Poutine et suspecté par plusieurs magistrats européens d'être lié à la mafia.

Comme Mediapart l'a déjà raconté, c'est l'homme d'affaires Jean-Louis Haguénauer, représentant français de l'oligarque, qui a joué les intermédiaires et rencontré à plusieurs reprises Alexandre Benalla. Haguénauer nous a confirmé que Benalla avait désigné Crase pour mettre en œuvre ce contrat.

Velours envoie une proposition commerciale à Vincent Crase par mail, le 22 mars, toujours sans donner de détails sur la famille à protéger. En juin, le dossier s'accélère, les rendez-vous s'enchaînent au Damas Café. Mais les dirigeants de Velours s'entretiennent aussi avec Vincent Crase tout seul, entre le 15 et le 25 juin, au siège de LREM, selon des sources informées du contrat.



Iskander Makhmudov

Alexandre Benalla propose enfin les noms des agents pouvant travailler sur le contrat. Il faut sept officiers de sécurité fiables, issus de la formation militaire, pour assurer la protection de la famille par tranche de 15 jours. Cela tombe bien : une première filière conduit au 1^{er} RPIMa, le régiment de parachutistes basé à Bayonne.

Jean-Noël B., Thierry H-L. et Jérôme R. sont employés en CDD par Velours. Deux anciens de la Marine, Jean-Marc F. et Michael A., sont

aussi recrutés. Yoann Petit, qui fut réserviste du 92^e régiment d'infanterie à Clermont-Ferrand, rejoint l'équipe.

Juste avant le début de la mission, fin juin, un nouveau rendez-vous est organisé au Damas Café pour recruter Choukri Wakrim, un autre militaire officiant dans les forces spéciales. Ce dernier, en couple avec la patronne du service de protection du premier ministre (GSPM) – qui a [démissionné depuis](#) –, est alors en permission : il avait déposé des congés sans solde et une demande pour quitter l'armée, selon nos informations.

Enfin, Velours prépare le contrat de Reynald Chevallier, une autre [connaissance](#) de Benalla, que ce dernier présente comme « *prof de sport à l'Élysée* ». Mais l'intéressé, qui travaille pour LREM, se désiste au dernier moment.

L'équipe est désormais au complet. L'accord de sous-traitance liant Mars – la société de Vincent Crase – et Velours est signé le 25 juin. L'équipe de militaires entre en action trois jours plus tard. Elle est surqualifiée pour réaliser la mission, qui consiste uniquement en la protection de la compagne d'Iskander Makhmudov et des trois enfants du couple, des triplés âgés de 7 ans. Pendant toute la période, le Russe ne mettra pas un pied en France.

Lire aussi

- [Benalla et le contrat russe: la justice ouvre une enquête pour «corruption»](#) Par [Fabrice Arfi](#), [Antton Rouget](#) et [Marine Turchi](#)
- [Affaire Macron-Benalla: les enregistrements qui changent tout](#) Par [Fabrice Arfi](#), [Antton Rouget](#) et [Marine Turchi](#)
- [Les liens cachés de Benalla avec l'affaire du contrat russe](#) Par [Fabrice Arfi](#), [Antton Rouget](#) et [Marine Turchi](#)
- [Les affaires russes d'un gendarme au cœur du dossier Benalla](#) Par [Fabrice Arfi](#), [Antton Rouget](#), [Marine Turchi](#) et Anastasia KiRILENKO
-

- [Affaire du contrat russe: le pouvoir se mure dans le silence](#)

Par [Ellen Salvi](#)

Le paiement de la première tranche du contrat (294 000 euros par trimestre) atterrit le 28 juin sur le compte de Mars à la Société générale. Une partie (172 200 euros) est reversée le 6 juillet à Velours, qui prend en charge les salaires (entre 2 500 euros et 4 500 euros net) et les frais. L'entreprise dit réaliser une marge de moins de 15 % sur ce contrat. Par contre, Mars a bénéficié d'une commission hors norme de 122 000 euros, soit 40 % du contrat.

Qu'est-ce qui justifie une telle plus-value ? Impossible de le savoir, Vincent Crase et Alexandre Benalla n'ayant pas répondu à nos questions.

Un caillou fait finalement dérailler le plan. Le 18 juillet, *Le Monde* révèle que Benalla et Crase ont commis des violences sur des manifestants le 1^{er} Mai. Les deux hommes sont mis en examen le 22 juillet. Velours dénonce le contrat par lettre recommandée. La cellule « risques » de la Société générale réclame de son côté une copie du contrat Makhmudov, étant donné le montant élevé du virement et sa provenance – un compte à Monaco.

Malgré leur contrôle judiciaire qui leur interdit tout contact, Benalla et Crase se rencontrent en urgence à Paris, le 26 juillet. « *Là il faut couper la branche* », préconise le premier, selon les enregistrements publiés le 31 janvier par Mediapart. Le collaborateur de l'Élysée est furieux contre ses amis : « *Velours [...], ils vont se faire enculer hein, moi je m'en bats les couilles.* » « *Moi les rats qui quittent le navire, j'aime pas trop* », renchérit Vincent Crase.

« *Faut changer de portage, faut faire ce qu'on avait prévu de faire et transférer... [...]* Faut que tu disparaisses de la boîte, dit Benalla à Vincent Crase. [...] *Donc faut qu'on trouve un mec... [...]* Enfin j'ai une idée en tête, mais faut qu'on mette la boîte au nom d'un autre mec... Parce que sinon [...] ils vont faire des saisies conservatoires et ils vont mettre un stop à la boîte [...] », ajoute-t-il.

En août puis en septembre, Alexandre Benalla se rend au siège de Velours pour leur demander de garder le silence sur le contrat, selon les éléments recueillis pour notre enquête.

Le fondateur de Velours, Jean-Maurice Bernard, confirme aujourd'hui à Mediapart : *« Les faits s'imposent. Il n'y a qu'une réalité. Elle est aussi simple qu'incontestable. Alexandre Benalla nous a demandé de ne pas rompre le contrat nous liant à la société Mars. Contrat pour lequel il nous a sollicités. Contrat dont il a assisté la négociation. Contrat dont il a suggéré les noms. »*

Le patron de Velours *« appelle chacun à assumer ses responsabilités »*. *« Pour ma part, je n'ai rien à cacher. Je n'ai rien à me reprocher, si ce n'est de ne pas avoir anticipé la trahison dont nous allons être victime »*, dit-il.

Cela ressemble furieusement à un système de poupées russes. Pensant mettre le contrat Makhmudov à l'abri des curiosités de la police et de la justice, Alexandre Benalla a participé à la mise sur pied d'une nouvelle société, destinée à être la future récipiendaire de l'argent de l'oligarque.

Le montage choisi ne manque pas de surprendre. Alexandre Benalla, qui est à la manœuvre comme le prouvent les enregistrements rendus publics par Mediapart, n'apparaît nulle part officiellement dans la nouvelle structure, baptisée France Close Protection. Mais comme le Petit Poucet, l'ancien collaborateur de Macron a laissé des indices un peu partout sur son chemin.

Alexandre Benalla et Emmanuel Macron, le 24 février 2018. © Reuters (copain comme cochon)

France Close Protection est officiellement dirigée par un ancien militaire de 44 ans, Yoann Petit, que Benalla avait introduit dans la première mouture du contrat russe, période Velours. Contacté, Yoann Petit n'a pas donné suite à nos sollicitations. Sa société n'a qu'un seul actionnaire, un homme de 18 ans habitant en Normandie, dont sont originaires Alexandre Benalla et Vincent Crase.

La chronologie parle d'elle même. Les statuts de France Close Protection, qui prévoient d'assurer en France et à l'étranger « *la protection* » de personnes mais aussi de réaliser du « *conseil pour les affaires* », sont déposés le 2 octobre. Une semaine plus tard, le gendarme Vincent Crase ferme le compte bancaire de sa société Mars. Benalla et ses amis pensent avoir réalisé le tour de passe-passe parfait. C'était compter sans l'obtention par Mediapart de nouveaux documents qui prouvent désormais de manière incontestable que France Close Protection n'est rien d'autre que le nouveau paravent du marché russe de Benalla & Cie avec Iskander Makhmudov.

Le nouveau contrat prévoit toujours la protection rapprochée d'Iskander Makhmudov et de ses proches, notamment de ses enfants. Il est notamment question, d'après les termes du contrat, de services de protection rapprochée, de surveillance et d'accompagnement lors de séjours en France ou à l'étranger. Plusieurs officiers de sécurité sont affectés au contrat. Parmi eux, un chauffeur qui, outre la sécurisation des trajets et le confort de la famille Makhmudov, doit s'assurer de la disponibilité de matériel de secours et d'un défibrillateur pour le client.

Contractuellement, la garde rapprochée de Makhmudov doit également s'occuper de l'inspection des lieux visités par le milliardaire russe, l'identification des potentielles menaces qui pourraient peser sur lui, voire assurer les passages aéroportuaires si besoin.

Côté gestion, c'est une société répondant au nom de Gaia Monte Carlo 2015 qui représente les intérêts de Makhmudov. La société est basée à Monaco, où le milliardaire a transféré l'intégralité de son patrimoine français début 2018. Jusque-là, les sociétés propriétaires de son château en Sologne, de ses chasses ou de sa villa à Ramatuelle étaient domiciliées en France, même si elles étaient financées par un système d'emprunts transitant par des sociétés *offshore* à Chypre.

La société Gaia Monte Carlo 2015 est gérée par un certain Ian A.

Lubcke, un homme qui apparaissait déjà dans les montages de Makhmudov en France. D'après les éléments recueillis par Mediapart, Ian A. Lubcke s'adresse directement à Alexandre Benalla pour l'exécution du contrat.

Les sommes en jeu sont toujours plus vertigineuses. Le montant total de la nouvelle mouture du contrat Makhmudov s'élève à 980 000 euros (hors taxes). Sur cette somme, 294 000 euros ont été versés au mois d'octobre dernier à France Close Protection. Laquelle société a ensuite payé Alexandre Benalla, en novembre et décembre, pour plusieurs dizaines de milliers d'euros, partie visible de sa rémunération sur le contrat russe.

Devant la commission d'enquête du Sénat, l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron a refusé de dire ce que recouvraient ces prestations pour le compte de France Close Protection. On comprend mieux pourquoi désormais : c'était la poursuite du contrat russe noué du temps où Alexandre Benalla était, par la fonction qu'il occupait à l'Élysée et son lien personnel avec le chef de l'État, dépositaire d'informations confidentielles de la présidence de la République.

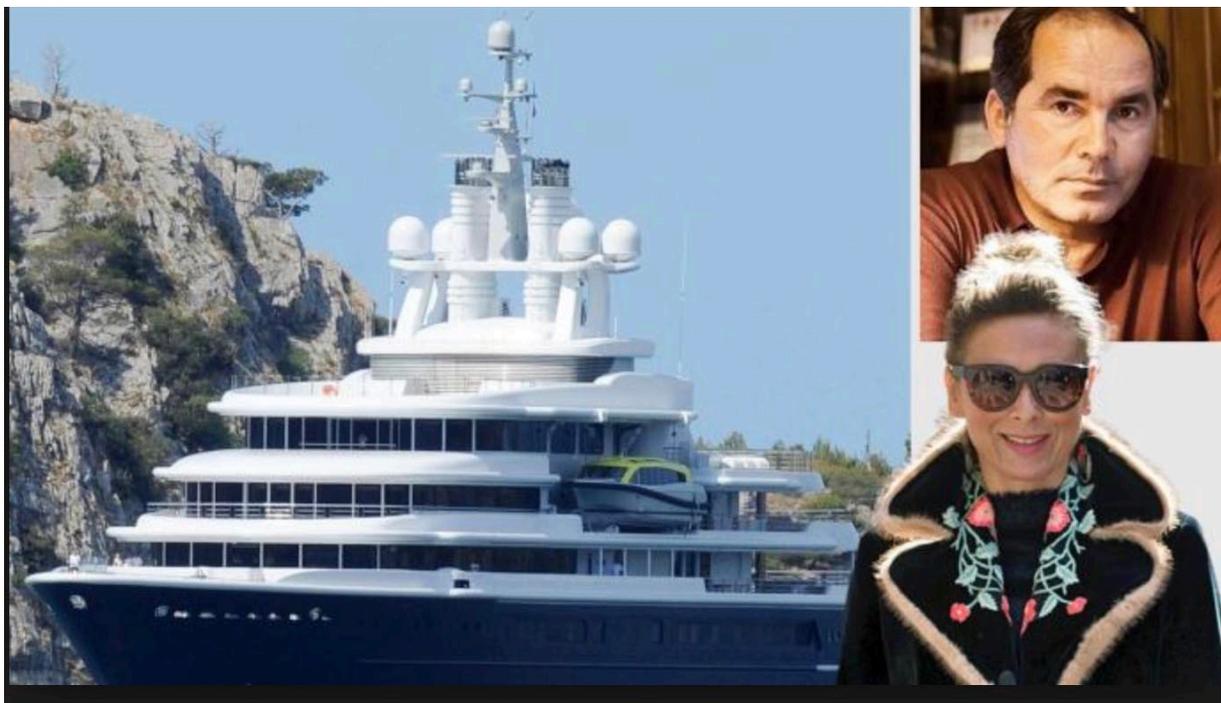
III. Pas un, mais deux contrats avec des oligarques russes !

Un oligarque peut en cacher un autre. Quelques jours après qu'Emmanuel Macron a réclamé, sur Europe 1, de *« l'indulgence »* pour son ancien collaborateur, témoignant d'une proximité maintenue au sommet de l'État, Alexandre Benalla a négocié, pour le compte de France Close Protection, un deuxième contrat russe avec un autre oligarque : le milliardaire Farkhad Akhmedov.

Signé le 2 décembre 2018, ce contrat prévoit la protection de l'homme d'affaires et de ses enfants lors de ses séjours en France, en Suisse et dans différents pays d'Europe. Un chauffeur, un chef d'équipe et cinq officiers de sécurité sont prévus dans ce contrat. Montant total (hors taxes) : 980 000 euros.

Quelques jours plus tard, un premier virement de 353 000 euros arrive sur le compte de France Close Protection. Dans la foulée, ces fonds sont transférés sur le compte d'Instra Conseil, une toute nouvelle société domiciliée à Marrakech. L'ayant droit de cette entité n'est autre qu'Alexandre Benalla lui-même. Créée le 2 novembre 2018, cette société propose, d'après ses statuts signés de la main de Benalla, du « *conseil en sécurité à l'export* » et de la « *formation* ».

Comme Iskander Makhmudov, Farkhad Akhmedov est étiqueté dans la presse comme un proche du Kremlin. En janvier 2018, il est apparu dans la « [Putin list](#) », un inventaire de plus de 200 noms de l'élite russe (114 politiciens russes et 96 oligarques) compilé par le Trésor américain, en marge d'une loi de sanctions visant alors à punir la Russie, accusée d'ingérence dans l'élection présidentielle américaine de 2016. L'oligarque avait fermement contesté cette liste, un copier-coller du « *magazine* [américain – ndlr] Forbes », avait-il protesté auprès de [l'agence russe RBC](#), en annonçant qu'il comptait défendre son « *honneur* » et sa « *réputation* » dans un tribunal américain.



Farkhad Akhmedov et son yacht, le "Luna".

D'origine azerbaïdjanaise, Farkhad Akhmedov, 63 ans, a bâti sa

fortune avec le groupe Northgas, une société pétrolière et gazière russe, dont il a revendu ses parts en 2012. Akhmedov a aussi fait une incursion en politique, en siégeant [entre 2007 et 2010](#) au Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement russe, où il représentait la région de Krasnodar, dans le sud du pays.

L'oligarque affiche une fortune de 1,2 milliard d'euros, selon [Forbes](#). Son [divorce médiatique](#) a fait apparaître l'étendue de sa fortune et de ses biens : des hélicoptères, de luxueuses villas (l'une à Saint-Jean-Cap-Ferrat), une collection de fusils de chasse *vintage*, une Aston Martin, une collection d'œuvres d'art moderne, et le *Luna*, deuxième plus grand yacht au monde, une véritable villa flottante amarrée à Dubaï qu'il avait rachetée à un autre oligarque proche du Kremlin, Roman Abramovich.

Sollicité par le truchement de son porte-parole, l'homme d'affaires n'a pas démenti les informations de Mediapart sur son contrat avec France Close Protection, se contentant d'un pudique « *no comment* ». Sans démentir non plus sa proximité avec le Kremlin, il a précisé qu'il n'avait « *pas fait l'objet de sanctions américaines* ».

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez vous connecter au site frenchleaks.fr